sance individuelle ou familiale des membres de la collectivité d'El Azara de la Délégation de Gamouda, Gouvernorat de Gafsa est converti en droit de propriété privative suivant le tableau et le plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971, il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 16 janvier 1974

P. le Président de la République Tunisienne

et par délégation,

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

Décret N° 74-21 du 16 janvier 1974, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971;

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée;

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité des H'Sinette de la délégation de Gamouda, Gouvernorat de Gafsa en date du 4 avril 1972, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa en date du 16 septembre 1972 et par décision du Ministre de l'Agriculture du 18 décembre 1972;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Conformément aux articles 16 et 17 de la loi N° 63-28 du 4 juin 1964, modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971 et aux dispositions du décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des H'Sinette de la délégation de Gamouda, gouvernorat de Gafsa, est converti en droit de propriété privative suivant le tableau et le plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, sus-visée modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971, il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 16 janvier 1974

P. le Président de la République Tunisienne :

et par délégation,

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

Décret N° 74-22 du 16 janvier 1974, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, fixant le régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971.

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, fixant les modalités d'application de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964, sus-visée.

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité des Ouled Farhane de la délégation de Gamouda, gouvernorat de Gafsa en date du 4 mai 1972, relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa en date du 16 septembre 1972 et par décision du Ministre de l'Agriculture du 18 décembre 1972.

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture

Décrétons :

Article Premier. — Conformément aux articles 16 et 17 de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964, modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971 et aux dispositions du décret n° 65-327 du 2 juillet 1965, le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des Ouled Farhane de la Délégation de Gamouda, Gouvernorat de Gafsa, est converti en droit de propriété privative suivant le tableau et le plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi n° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée modifiée et complétée par la loi n° 71-7 du 14 janvier 1971, il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 16 janvier 1974

P. le Président de la République Tunisienne :

et par délégation,

Le Premier Ministre,

HEDI NOUIRA

Décret N° 74-23 du 16 janvier 1974, portant attribution d'une terre collective à titre privé.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 fixant régime des terres collectives modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971

Vu le décret N° 65-327 du 2 juillet 1965 fixant les modalités d'application de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée.

Vu le procès-verbal du conseil de gestion de la collectivité des Ouled Hadj Ali de la délégation de Gamouda, gouvernorat de Gafsa en date du 4 mai 1972 relatif à l'attribution de la propriété privative aux membres de la dite collectivité, approuvé par le conseil de tutelle régional du gouvernorat de Gafsa en date du 16 septembre 1972 et par décision du Ministre de l'Agriculture du 18 décembre 1972.

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture.

Décrétons :

Article Premier. — Conformément aux articles 16 et 17 de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971 et aux dispositions du

décret N° 65-327 du 2 juillet 1965, le droit de jouissance individuelle ou familiale des membres de la collectivité des Ouled Hadj Ali de la Délégation de Gamouda, Gouvernorat de Gafsa, est converti en droit de propriété privative suivant le tableau et le plan parcellaire annexés au présent décret.

Art. 2. — S'agissant d'une terre complantée par un établissement public et conformément à l'article 16 de la loi N° 64-28 du 4 juin 1964 sus-visée, modifiée et complétée par la loi N° 71-7 du 14 janvier 1971, il est prélevé un pourcentage représentant une partie des investissements réalisés par l'Etat. Ce prélèvement est fixé conformément au tableau prévu à l'article premier du présent décret.

Art. 3. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 16 janvier 1974

P. le Président de la République Tunisienne

et par délégation,

Le Premier Ministre,

HEDI NOUIRA

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

CONCOURS

Arrêté du Ministre de la Santé Publique du 17 janvier 1974, portant ouverture d'un concours sur épreuves et examen de titres pour le recrutement d'un Médecin-Vétérinaire Chef de Laboratoire.

Le Ministre de la Santé Publique,

Vu la loi n° 68-12 du 3 juin 1968, fixant le statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret N° 71-254 du 8 juillet 1971, portant statut des médecins-vétérinaires, tel qu'il a été modifié par le décret N° 72-202 du 9 juin 1972 et notamment son article 21 (nouveau);

Vu le décret N° 71-255 du 8 juillet 1971, relatif au classement hiérarchique et à l'échelonnement indiciaire applicables aux médecins-vétérinaires;

Vu le décret N° 71-256 du 8 juillet 1971, relatif aux indemnités de sujétions spéciales allouées aux médecins-vétérinaires employés à plein temps;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1973, fixant le règlement et le programme du concours sur épreuves et examen de titres pour le recrutement des médecins-vétérinaires chefs de laboratoire;

Arrête :

Article Premier. — Un concours sur épreuves et examen de titres pour le recrutement d'un Médecin-Vétérinaire Chef de Laboratoire au Ministère de la Santé Publique aura lieu le 4 février 1974 à Tunis, conformément aux dispositions de l'article 21 (nouveau) du décret sus-visé n° 71-254 du 8 juillet 1971.

ART. 2. — La clôture du registre d'inscription des candidatures est fixée au 4 janvier 1974.

Tunis, le 17 janvier 1974

Le Ministre de la Santé Publique

MOHAMED MZALI

Vu :

Le Premier Ministre

HEDI NOUIRA

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE

AVIS AUX IMPORTATEURS

PRET AMERICAIN AID 664-H-050

Le Ministre de l'Economie Nationale porte à la connaissance des importateurs qu'en application de l'Accord de prêt AID 664-H-050 signé le 16 janvier 1973, les marchandises reprises au tableau ci-après, peuvent être importées selon la procédure fixée ci-dessous :

1) Equipements Industriels, agricoles et hôteliers	3.000.000 \$
2) Pièces de rechange	1.000.000 \$
3) Lubrifiants	1.500.000 \$
4) Bois	1.000.000 \$
5) Fer Blanc	800.000 \$
6) Pneumatique	400.000 \$
7) Papier	500.000 \$
8) Pâte de bois	1.000.000 \$
9) Réfrigérateurs	1.000.000 \$
10) Divers	700.000 \$
11) Matériel excédentaire	100.000 \$
Total	11.000.000 \$

Pour pouvoir importer ces marchandises, les importateurs sont invités à se conformer aux dispositions suivantes :

1°) Sauf dérogation spéciale, le montant relatif à chaque lettre de crédit devra être supérieur à cinq mille dollars US CIF-Tunis.

2°) Les titres d'importation devront être déposés auprès de la Direction du Commerce accompagnés d'une demande d'ouverture de lettre de crédit établie au nom de Monsieur le Président-Directeur Général de l'Office du Commerce de la Tunisie. Cette demande devra préciser le montant de l'accréditif, sa durée de validité et le numéro du « Code Schedule B » relatif à la nature de la marchandise à importer. Le numéro du code en question sera reproduit sur les factures proforma correspondantes. Il devra être communiqué par le fournisseur.

3°) Les opérations d'ouverture d'accréditif se feront par l'Office du Commerce de la Tunisie pour le compte de l'importateur intéressé.

4°) Après consultation auprès des Fournisseurs Américains et ceux des pays en voie de développement, l'importateur tunisien aura la faculté de passer commande directe auprès d'un des fournisseurs de son choix. Les copies de correspondances relatives à ces consultations devront parvenir simultanément à l'Office du Commerce de la Tunisie et la Mission AID, Tunis.

Les pays en voie de développement visés par la disposition ci-dessus, sont repris sur une liste figurant au code géographique N° 941 de la réglementation AID en vigueur.

Ce code pourra être consulté soit auprès de la Direction du Commerce (Service des Prêts) soit auprès de la Mission AID (service de la gestion des prêts).

5°) Le paiement de la contrevaletur en dinars du montant de l'importation s'effectue auprès de l'O.C.T., soit au comptant soit à cent cinquante jours (150 jours) à partir de la date d'arrivée de la marchandise.

6°) La date limite de l'expédition des marchandises est fixée au 15 décembre 1974 et celle des paiements au 15 janvier 1975.